

Stéphane SINTES
Commissaire aux Comptes

21 rue de la Paix
75002 PARIS
Tél. 01 43 12 98 70
Fax 01 43 12 98 78
www.groupe-cogep.fr
ssintes@groupe-cogep.fr

INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 PARIS CEDEX 12

A l'attention de Monsieur Joël MERCERON

Personnel et confidentiel

N/Réf : SS/AO/CA 2015-04

Cher Monsieur,

Dans le cadre de la mission de Commissariat aux Comptes que vous avez bien voulu nous confier, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint les documents suivants relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014, à savoir :

- ◆ **Trois exemplaires du rapport sur les comptes annuels,**
- ◆ **Trois exemplaires du rapport spécial sur les conventions réglementées.**

Nous vous en souhaitons bonne réception, et vous prions d'agréer, Cher Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT

Stéphane SINTES

Associé



P.J.

INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 PARIS CEDEX 12

Stéphane SINTES
Commissaire aux Comptes

21 Rue de la Paix
75002 PARIS

Tél. 01 43 12 98 60
Fax 01 43 12 98 78
www.groupe-cogep.fr
ssintes@groupe-cogep.fr

RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2014





Stéphane SINTES
Commissaire aux Comptes

21 rue de la Paix
75002 PARIS
Tél. 01 43 12 98 70
Fax 01 43 12 98 78
www.groupe-cogep.fr
ssintes@groupe-cogep.fr

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 AVRIL 2015

Exercice clos le 31 décembre 2014

INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 PARIS CEDEX 12

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de **L'INSTITUT DE L'ELEVAGE**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Directeur Général. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables Français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de **L'INSTITUT DE L'ELEVAGE** à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- ✓ Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par **L'INSTITUT DE L'ELEVAGE**, nous avons été conduits à examiner les méthodes d'évaluation afférentes au calcul des fonds dédiés, à la dépréciation des créances et aux indemnités de fin de carrière telles qu'elles figurent dans les différentes rubriques l'annexe.

.../...

§

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données aux membres de l'INSTITUT DE L'ELEVAGE sur la situation financière et les comptes annuels, étant ici précisé que les comptes annuels sont approuvés par votre Conseil d'Administration.

Fait à Paris, le 7 avril 2015

**Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT**

Stéphane SINTES

Associé

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphane Sintès', is written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.

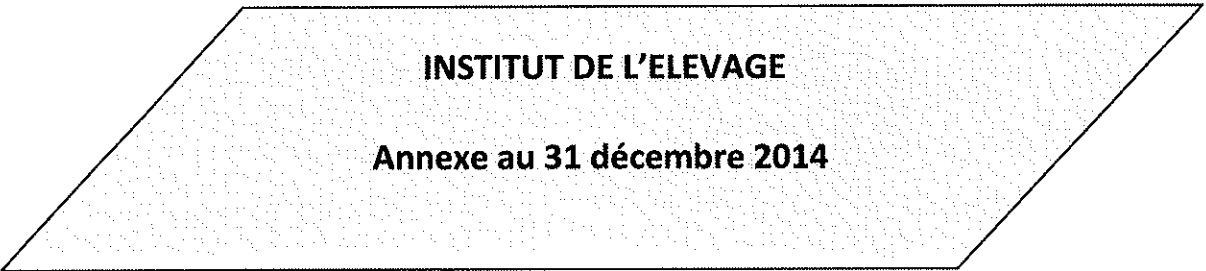
INSTITUT DE L'ELEVAGE

Comptes arrêtés au 31 décembre 2014

BILAN - ACTIF	2014			2013
	BRUT	AMORT OU PROV	NET	NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Logiciels)	709 120	450 576	258 544	223 627
Logiciels	650 845	450 576	200 269	166 229
Immobilisation en cours	58 275		58 275	57 398
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 796 089	4 409 736	1 386 353	1 456 135
Terrains	271 760		271 760	272 439
Constructions	2 003 087	1 420 860	582 227	624 306
Agencements et installations	1 014 020	809 325	204 694	200 146
Véhicules automobiles	73 789	53 912	19 878	9 711
Matériel de bureau & d'informatique, mobilier	1 469 436	1 299 369	170 067	180 548
Matériel technique & agricole	963 997	826 270	137 727	168 985
Immobilisation en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 790 472		2 790 472	2 700 613
Titres de participation				
SCI MNE	248 244		248 244	248 244
Divers	61 783		61 783	46 783
Créances rattachées à des participations (GIE LABOGENA)	188 713		188 713	113 854
Créances rattachées à des participations (SCI MNE)	2 001 840		2 001 840	2 001 840
Créances rattachées à des participations (MRA LIMOGES)	289 892		289 892	289 892
AUTRES IMMOBILISATION FINANCIERES	911 327		911 327	1 151 836
Titres divers	27 054		27 054	26 304
Prêts	374 700		374 700	338 813
Dépôts de garantie	30 242		30 242	28 605
Autres titres immobilisés	399 803		399 803	678 586
GIE MNE (Fonds de roulement)	79 527		79 527	79 527
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	10 207 007	4 860 312	5 346 695	5 532 211
AVANCES ET ACOMPTES FOURNISSEURS	69 103		69 103	72 457
STOCKS	140 046	104 535	35 511	55 919
Stock de marchandises	140 046	104 535	35 511	55 919
CREANCES CLIENTS	14 525 668	1 336 513	13 189 154	13 662 367
Clients, ventes & prestations	1 876 348	49 995	1 826 353	1 436 066
Clients, conventionnements	972 699		972 699	846 081
Conventionnements, produits à recevoir	11 676 620	1 286 518	10 390 102	11 380 220
CREANCES FISCALES ET SOCIALES	90 596		90 596	62 049
Personnel et comptes rattachés	42 203		42 203	41 425
Organismes sociaux (Indemnités journalières)	29 758		29 758	14 692
Etat, TVA déductible et comptes rattachés	18 635		18 635	5 932
AUTRES CREANCES	127 604		127 604	55 770
Débiteurs divers & comptes rattachés	127 604		127 604	55 770
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	7 500 000		7 500 000	2 500 000
BMTN et bons de capitalisation	7 500 000		7 500 000	2 500 000
DISPONIBILITES	5 772 945		5 772 945	9 996 247
Banque	5 684 067		5 684 067	9 962 099
Caisse	2 734		2 734	594
Intérêts courus à recevoir	86 145		86 145	33 555
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	51 482		51 482	41 304
TOTAL BILAN ACTIF	38 484 451	6 301 361	32 183 090	31 978 324

BILAN - PASSIF	2014	2013
FONDS ASSOCIATIFS	12 705 733	12 536 015
FONDS PROPRES	12 611 425	12 432 389
Réserves	4 707 182	4 707 182
Report à nouveau	7 725 207	7 508 424
Résultat de l'exercice	179 035	216 783
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	94 308	103 626
Subventions d'investissements	94 308	103 626
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	3 839 673	3 945 128
FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS	2 386 487	2 463 733
DETTES FINANCIERES	34 868	69 356
Emprunts et dettes	34 868	69 356
FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	3 133 794	3 450 177
Fournisseurs	1 946 064	2 245 259
Fournisseurs, charges à payer	1 187 730	1 204 919
AVANCES ET ACOMPTES CLIENTS	211 090	376 600
DETTES FISCALES ET SOCIALES	5 275 571	5 328 920
Personnel et comptes rattachés	2 337 701	2 378 822
Dettes sociales (CMSA, CCPMA,...)	2 269 214	2 430 419
Dettes fiscales (taxes salaires,TVA)	668 656	519 678
AUTRES DETTES	3 966 653	3 284 159
Créditeurs divers & comptes rattachés	3 964 721	3 281 658
Intérêts courus à payer	1 932	2 502
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	629 221	524 236
TOTAL BILAN PASSIF	32 183 090	31 978 324

COMPTE DE RESULTAT		2014	2013	2014	2013
PRODUITS D'EXPLOITATION					
	Ventes & prestations			3 755 109	3 836 560
	Conventionnement			24 061 319	24 439 794
	Variation de stock				
	Reprises sur provisions sur créances			623 704	651 876
	Reprises sur provisions "retraite"			433 686	207 727
	Reprises sur provisions, autres			219 207	389 355
	Report des ressources non utilisées s/exercices antérieurs			2 463 733	2 078 093
	(travaux réalisés sur conventions d'exercices antérieurs)				
	Transfert de charges			82 671	110 474
	Autres produits			106 673	250 893
CHARGES D'EXPLOITATION					
	Achats de matières & de fournitures	328 604	319 123		
	Sous-traitance	275 511	354 858		
	Locations & charges locatives	993 747	1 075 420		
	Entretien et réparations	351 724	263 339		
	Etudes & recherche	976 135	821 853		
	Personnel extérieur à l'entreprise	165 276	274 495		
	Rémunérations d'intermédiaires et d'honoraires	1 063 299	1 428 142		
	Publicité, publications, relations publiques	139 956	122 501		
	Déplacements, missions & réceptions	2 214 544	2 148 459		
	Frais postaux et télécommunication	261 588	245 165		
	Autres services extérieurs	326 501	277 227		
	Impôts, taxes & versements assimilés s/rémunérations	1 542 627	1 465 750		
	Autres impôts, taxes & versements assimilés	577 356	657 788		
	Rémunérations du personnel et des stagiaires	12 372 587	12 322 792		
	Charges sociales	5 927 034	6 036 412		
	Congés payés, JRF, RTT & CET	-46 567	21 859		
	Dotation aux amortissements	398 798	351 991		
	Dotation aux provisions sur créances	867 440	637 110		
	Dotation aux provisions "licenciement"	0	0		
	Dotation aux provisions "retraite"	256 366	349 619		
	Dotation aux provisions "travaux"	215 686	75 336		
	Dotation aux provisions risques charges exploitation	104 535	75 386		
	Engagements à réaliser sur subventions attribuées (travaux restant à réaliser sur conventions)	2 386 487	2 463 733		
	Autres charges de gestion	87 427	70 232		
SOUS-TOTAUX 1		31 786 658	31 858 590	31 746 101	31 964 772
RESULTAT D'EXPLOITATION		-40 557	106 182		
Quotes-parts de résultat (produits) s/ opé. faites en commun				74 859	1 800
Quotes-parts de résultat (charges) s/ opé. faites en commun		4	1 415		
PRODUITS FINANCIERS					
	Boni de fusion				
	Produits de Participations			21 503	94
	Produits nets s/cession SICAV			45 397	27 441
	Produits nets bons de capitalisation			59 637	
	Produits Compte s/ livret			71 889	130 140
	Reprise s/provisions				
	Divers			5 283	6 673
CHARGES FINANCIERES					
	Charges d'intérêts sur emprunts	1 924	3 484		
	Divers	3 080	11 183		
	Dotation aux provisions financières				
SOUS-TOTAUX 2		5 004	14 667	203 709	164 348
RESULTAT FINANCIER		198 706	149 681		
RESULTAT COURANT (exploitation + financier)		233 004	256 247		
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
	Quote part subvention investissements			9 318	9 318
	Produits sur immobilisations sortis			1 170	334
	Divers				
	Reprise provisions diverses			0	0
	Reprise sur provisions "travaux MNE"				
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
	Valeur nette comptable sur immobilisations sortis				
	Dotation provisions diverses	0	0		
	Charges exceptionnelles diverses	2 580			
SOUS-TOTAUX 3		2 580	0	10 488	9 652
RESULTAT EXCEPTIONNEL		7 908	9 652		
	Impôt sur les bénéfices	61 876	49 116		
RESULTAT		179 035	216 783		
TOTAL COMPTE DE RESULTAT		32 035 157	32 140 572	32 035 157	32 140 572



INSTITUT DE L'ELEVAGE

Annexe au 31 décembre 2014

A N N E X E

Au bilan et au compte de résultat

Exercice clos le 31 Décembre 2014

Le total net du bilan est de **32 183 090 €** et le total du compte de résultat, présenté sous forme de liste, est de **32 035 157 €**. L'exercice comptable dégage un excédent de **179 035 €**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} Janvier 2014 au 31 Décembre 2014.

Les notes et les tableaux (numérotés de 1 à 10) présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, du code de commerce, du décret du 29-11-1983, ainsi que du règlement des CRC 99-03 du 29-04-1999 relatif à la révision du plan comptable et 99-01 du 16 février 1999 relatif aux associations.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles générales concernant les composants :

Lors de la première application en 2005 du nouveau PCG, il a été choisi la méthode prospective.

Il a été fait l'application des modifications du règlement CRC 99-03 et CRC 2002-10 relatif, à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, ainsi que CRC 2004-06 concernant la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Suivi des options comptables retenues:

Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles :

- ✓ Non concerné option non prise

Droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations financières (Titres et VMP) :

- ✓ Comptabilisation en charges

Coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actifs :

- ✓ Comptabilisation en charges

Amortissements des biens non décomposables :

- ✓ Amortissement sur la durée d'utilisation qui correspond à la durée d'usage

Composants de 2ème catégorie/provisions pour grosses révisions :

- ✓ Non concerné option non prise

Changements de méthodes comptables :

- ✓ Néant

Faits significatifs :

Le GIE LABOGENA dont l'institut détient une participation, a cédé en fin 2013 une partie de son activité commerciale. La plus-value a été constatée en 2014.

Evènements post-clôture :

La nouvelle convention d'entreprise a été validée le 25 mars 2015 avec un effet rétroactif au 1^{er} mars 2015.

METHODES D'EVALUATION

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

I - Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été amorties de la manière suivante :

- ✓ Les logiciels courants de bureautique sont amortis sur 1 an
- ✓ Les autres logiciels sont amortis en fonction de leur durée de vie comprise entre 3 ans et 5 ans

Changement de méthode

Application de la méthode préférentielle concernant les coûts de développement de logiciel.

II - Immobilisations corporelles

Il s'agit des dépenses qui satisfont aux critères suivants :

- ✓ Le bien est détenu par l'entité soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins administratives.
- ✓ La durée d'utilisation prévisionnelle excède un exercice.
- ✓ La dépense réalisée générera des avantages économiques futurs.

Le mode d'amortissement retenu est l'amortissement linéaire, à l'exception du matériel informatique et d'une partie du matériel de bureau pour lesquels un amortissement dégressif est admis fiscalement.

a - Immobilisations non décomposées

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- | | |
|---------------------------------|--|
| ✓ Agencements | 10 ans |
| ✓ Véhicule automobile | 5 ans |
| ✓ Matériel de bureau | 5 ans linéaire ou dégressif |
| ✓ Matériel informatique | 3 ans dégressif |
| ✓ Mobilier de bureau | 10 ans |
| ✓ Matériel technique & agricole | 5 ans (sauf si le matériel est financé par une subvention : le matériel est alors amorti dans l'année) |

Les durées d'utilisation correspondent aux durées d'usage.

b - Immobilisations décomposables

Si les éléments constitutifs d'un actif ont des durées d'utilisation différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu (Art 311-2 PCG)

Notre société présente les immobilisations décomposables suivantes:

- Immeuble d'exploitation

(Immeuble inscrit à l'actif et affecté à l'exploitation, ou mis à la disposition d'une entreprise liée, au sens de l'article 39-12 du CGI, affectant ce bien à leur propre exploitation).

L'amortissement des composants est calculé selon leur durée d'utilisation. La structure est amortie selon la durée d'usage.

Le tableau de décomposition et d'amortissement est le suivant:

- Structure	25 à 40 ans
- Façade, étanchéité	20 ans
- Inst.Générales Techniques (IGT)	15 ans
- Agencements	7 ans

A chaque clôture, s'il existe un indice quelconque montrant qu'un actif a perdu de manière significative de sa valeur, il est procédé à un test de dépréciation. La comptabilisation d'une dépréciation modifiera prospectivement la base amortissable de l'actif concerné.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les subventions d'investissements sont amorties sur la durée des immobilisations afférentes à ces subventions. Le montant de l'amortissement de l'exercice est de 9317.76 €.

PARTICIPATIONS – AUTRES TITRES IMMOBILISES – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

Les placements de trésorerie d'un montant de 7 500 000 € au 31 décembre sont constitués de bons à moyen terme négociable à hauteur de 2 500 000 € et de bons de capitalisation à hauteur de 5 000 000 €.

Ils dégagent des intérêts courus de respectivement 20,07 K € et 59.64 K € à la clôture de l'exercice 2014.

STOCKS

Les stocks sont évalués au prix d'acquisition et une dépréciation est constatée par différence entre la valeur brute et la valeur constatée (lorsque la valeur brute est supérieure à la valeur constatée)

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes ont été comptabilisées pour leur valeur nominale.

Selon les règles pratiquées par l'Institut de l'Elevage au cours des exercices précédents, les créances clients ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation comme indiquée ci-dessous :

Créances clients ventes et prestations, et conventionnement : en fonction du risque

<u>Créances « Conventions produits à recevoir »</u>	
Produits à recevoir sur conventions année n-4 :	100 %
Produits à recevoir sur conventions année n-3 :	75 %
Produits à recevoir sur conventions année n-2 :	50 %
Produits à recevoir sur conventions année n-1 :	10 %
Produits à recevoir sur conventions année n :	5 %

FONDS DEDIES

A partir de l'exercice clos au 31 Décembre 1999 et en application du plan comptable des associations, l'Institut comptabilise le montant correspondant au coût des travaux restant à réaliser au 31 décembre de l'exercice, estimé par chaque responsable de service, sous forme de Fonds Dédiés sur subventions de fonctionnement.

La valorisation a été faite au coût réel par rapport aux charges engagées et à l'activité des ingénieurs.

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La provision pour indemnités de départ en retraite a été calculée selon la méthode des « unités de crédit projetés » norme IAS 19

Lors de leur départ à la retraite, le personnel perçoit des indemnités de fin de carrière selon les règles définies dans les conventions collectives. Les engagements ont été comptabilisés à la clôture de l'exercice sur la base des hypothèses suivantes : coefficient d'actualisation 1,66 %, coefficient de progression des salaires 1,66 % (alignement au taux d'actualisation) turn-over 3,12 % si âge inférieur à 40 ans (moyenne des coefficients constatés les 5 derniers exercices).

DROIT INDIVIDUEL DE FORMATION (DIF)

Les droits acquis à la clôture de l'exercice représentent 24 917 heures.

2

Tableau n° 1

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

MOUVEMENT DES POSTES (ACTIF IMMOBILISE)	01/01/2014	ENTREES	SORTIES	VALEUR AU 31/12/14
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
LOGICIELS	513 309	205 055	-67 520	650 844
IMMOBILISATIONS EN-COURS	57 398	125 980	-125 103	58 275
TOTAL 1	570 707	331 035	-192 623	709 119
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	272 439		-679	271 760
CONSTRUCTIONS	1 985 697	17 390		2 003 087
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS	968 900	45 119		1 014 019
MATERIEL DE TRANSPORT	58 307	15 482		73 789
MAT DE BUREAU, MAT D'INFORMATIQUE, MOBILIER	1 467 028	119 467	-117 060	1 469 435
MAT TECHNIQUE & AGRICOLE	940 755	41 824	-18 581	963 997
AVANCES ET ACOMPTES				
TOTAL 2	5 693 126	239 282	-136 320	5 796 088
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	2 700 614	89 859		2 790 473
AUTRES TITRES IMMOBILISES	26 305	750		27 055
PRETS ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 125 532	1 338 865	-1 580 125	884 272
TOTAL 3	3 852 451	1 429 474	-1 580 125	3 701 800
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	10 116 284	1 999 791	-1 909 068	10 207 007

Tableau n° 2

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	AMORT AU 01/01/2014	AUGMENTATION	DIMINUTION	AMORT AU 31/12/2014
		DOTATIONS	SORTIS	
LOGICIELS	347 081	103 496		450 577
CONSTRUCTIONS	1 361 390	59 643		1 421 033
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
INSTALLATIONS & AGENCEMENTS	768 755	40 397		809 152
MATERIEL DE TRANSPORT	48 596	5 315		53 911
MAT DE BUREAU, INFORMATIQUE, MOBILIER	1 286 481	127 824	-114 935	1 299 369
MATERIEL TECHNIQUE & AGRICOLE	771 769	62 123	-7 622	826 270
TOTAL	4 584 072	398 798	-122 558	4 860 312

Tableau n° 3

TABLEAU DES PROVISIONS ET DES FONDS DEDIES

NATURE	MONTANT AU 01/01/14	AUGMENTATION DOTATION	DIMINUTION REPRISE	MONTANT AU 31/12/14
FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2 463 733 3 945 128	2 386 487 472 052	-2 463 733 -577 507	2 386 487 3 839 673
TOTAL 1	6 408 861	2 858 539	-3 041 239	6 226 161
SUR COMPTES IMMO FINANCIERES SUR STOCK SUR COMPTES CLIENTS & COMPTES RATTACHES SUR VMP	75 387 1 092 778	104 535 867 440	-75 386 -623 704	104 535 1 336 514
TOTAL 2	1 168 164	971 975	-699 090	1 441 049
TOTAL (1 + 2)	7 577 025	3 830 514	-3 740 330	7 667 210
DONT DOTATIONS ET REPRISES		3 830 514	-3 740 330	
TOTAL		3 830 514	-3 740 330	

FONDS DEDIES ORGANISMES	01/01/2014	Utilisation	Engagements pris	31/12/2014
MINISTERE DPEI (GENETIQUE)	683 699	-683 699	686 375	686 375
OFFICES	1 747 522	-1 747 522	1 668 159	1 668 159
AUTRES	32 511	-32 511	31 952	31 952
TOTAL	2 463 732	-2 463 732	2 386 487	2 386 487

Tableau n° 3 b

DETAIL DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES CLIENTS ET PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

NATURE	MONTANT BRUT 01/01/14	PROVISION 01/01/14	DOTATION PROVISION EXPLOITATION	REPRISE PROVISION EXPLOITATION	DOTATION PROVISION EXCEPTIONNELLE	REPRISE PROVISION EXCEPTIONNELLE	PROVISION 31/12/14
ACTIF							
PROVISION POUR CREANCE CLIENTS							
Clients, ventes & prestations	1 876 348	44 575	19 806	-14 386			49 9
Clients, conventionnements	972 699						
Conventionnements, produits à recevoir	11 676 620	1 048 202	847 634	-609 318			1 286 5
PROVISION POUR STOCK		75 387	104 535	-75 386			104 5
TOTAL 1	14 525 668	1 168 164	971 975	-699 090			1 441 0
PASSIF							
PROVISION POUR RISQUES & CHARGES							
Départ retraite		3 212 097	256 366	-433 686			3 034 7
Travaux immeuble MNE paris		702 529	215 686	-133 570			784 6
Travaux Villers Bocage							
Travaux Le Mourier		30 503		-10 251			20 2
Travaux Toulouse							
Autres litiges							
TOTAL 2		3 945 129	472 052	-677 507			3 839 6
TOTAL 3			1 444 027	-1 276 597			

ANALYSE DES REPRISES SUR PROVISIONS

PROVISION POUR CREANCE CLIENTS	REPRISE PROVISION EXPLOITATION	REPRISE PROVISION EXCEPTIONNELLE	% ENCAISSE	% PERTE
Clients, ventes & prestations	14 386		100%	
Clients, conventionnements				
Conventionnements, produits à recevoir	609 318		86%	14%

PROVISION POUR RISQUES & CHARGES	REPRISE PROVISIONS D'EXPLOITATION	REPRISE PROVISIONS EXCEPTIONNELLES	% REALISE
Travaux immeuble MNE paris	133 570		19%
Travaux Villers Bocage			
Travaux Le Mourier	10 251		34%
Travaux Toulouse			

Tableau n° 4

TABLEAU DE SUIVI DES PRINCIPALES CONVENTIONS 2014 (montants H.T.)

FINANCEUR	DOTATION 2014	DOTATION 2014 non perçue au 31/12/2014*	FONDS DEDIES 2014**
CASDAR DOTATION DE BASE	9 489 960	1 423 494	25 648
CASDAR APPEL A PROJET	1 048 128	430 064	
CREDITS GENETIQUES OFFICE	3 057 921	2 140 545	686 375
CREDITS IDENTIFICATION	1 563 603		
OFFICE ACTIONS ET RESEAUX	1 406 000	1 009 855	1 296 007
OFFICE AUTRES CONVENTIONS	292 091	215 651	
INTERBEV, NORMABEV & CIV	761 677	253 663	
CNIEL	832 440	121 000	
CNE	1 147 520	472 800	
FGE	1 740 487	590 266	
CREDITS RECHERCHE, PRG ACTA & UMT	554 489	117 672	
UNION EUROPEENNE	516 099	217 398	
COLLECTIVITES REGIONALES	274 324	228 773	
AUTRES MINISTERES	166 285	116 385	
TOTAL	22 851 024	7 337 564	2 008 030

* Montant non encaissé ou non facturé au 31/12/2014 relatif à la dotation 2014

** Fonds dédiés relatifs à la dotation 2014 ou antérieure

Tableau n° 5

TABLEAU DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
ACTIF IMMOBILISE			
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	2 480 444	188 713	2 291 732
PRETS	374 700	215 508	159 192
AUTRES IMMO FINANCIERES & CPTES RATTACHES	509 572		509 572
TOTAL 1	3 364 717	404 221	2 960 496
ACTIF CIRCULANT			
CREANCES CLIENTS	14 525 668	14 525 668	
PERSONNEL	42 203	42 203	
ORGANISMES SOCIAUX (IJ CMSA, MUTUELLE)	29 758	29 758	
ETAT	18 635	18 635	
DEBITEURS DIVERS	127 604	127 604	
TOTAL 2	14 743 868	14 743 868	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	51 482	51 482	
TOTAL 3	51 482	51 482	

ETAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU PLUS	ENTRE 1 ET 5 ANS	APLUS DE 5 ANS
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	34 868	34 868		
INTERETS COURUS	1 932	1 932		
FOURNISSEURS	3 133 794	3 133 794		
PERSONNEL	2 337 701	2 337 701		
DETTE SOCIALE (CMSA CCPMA)	2 269 214	2 269 214		
ETAT	668 656	668 656		
CREDITEURS DIVERS	3 964 721	3 964 721		
TOTAL 1	12 410 885	12 410 885		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	629 221	629 221		
TOTAL GENERAL	13 040 106	13 040 106		

Tableau n° 6

TABLEAU DES COMPTES DE REGULARISATION

ACTIF	PRODUIT A RECEVOIR
CLIENT, CONVENTIONNEMENT P.A.R.	11 676 620
PERSONNEL	
ORGANISMES SOCIAUX	
ETAT	
DEBITEURS DIVERS	
TOTAL	11 676 620

PASSIF	CHARGES A PAYER
INTERETS COURUS S/EMPRUNT	-1 168
INTERETS COURUS "BANQUE"	-1 932
FOURNISSEURS Charges à payer	-1 187 730
PERSONNEL	-1 979 940
ORGANISMES SOCIAUX	-1 004 505
ETAT	-300 800
CREDITEURS DIVERS	
TOTAL	-4 476 074

Tableau n° 7

DETAIL DES CHARGES ET PRODUITS COMPTABILISES D'AVANCE

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	MONTANT
NEURONES (maintenance)	7 263
SNCF (abonnement portail internet)	6 250
Prodware (maintenance navision)	16 459
GALILEO(assurance)	17 390
DIVERS	4 120
TOTAL	51 482

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	MONTANT
Actions engagées en 2015 pour lesquelles une partie de la subvention a été reçue ou comptabilisée en 2014	
FGE actions génétiques	274 000
France Agrimer	114 416
CNIEL	54 200
CNE	78 000
DIVERS	108 605
TOTAL	629 221

Tableau n° 8

ENTREPRISES LIEES			
POSTES DU BILAN	MONTANT	ACTIF	PASSIF
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (SCI MNE)	2 001 840	2 001 840	
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (SCI MRA)	289 892	289 892	
CREANCES RATTACHES A DES PARTICIPATIONS (LABOGENA)	188 713	188 713	
CLIENT (SPEOC)	0	0	
FOURNISSEUR (SPEOC)	0		0
CLIENT (LABOGENA)	15 000	15 000	
FOURNISSEUR (LABOGENA)	62 387		62 387
CLIENT (SCI MRA)	0	0	
FOURNISSEUR (SCI MRA)	3 368		3 368
CLIENT (ACTA INFORMATIQUE)	0	0	
FOURNISSEUR (ACTA INFORMATIQUE)	136 014		136 014

Tableau n° 9

FILIALES ET PARTICIPATIONS	% (arrondi)	VALEUR COMPTABLE DES TITRES	CAPITAUX PROPRES dont résultat	CAPITAUX PROPRES part Institut	RESULTAT AU DERNIER EXERCICE CLOS	DATE DERNIER EXERC. CLOS
Abcis	33 %	100	45 000	15 000	-13 670	31/12/2014
SARL SPEOC	81 %	4 665	418 408	338 701	27 399	31/12/14
SCI MNE	54 %	248 244	436 392	236 961	-11	31/12/2014*
GIE MNE-SERVICES	54 %	3 258	1 900	1 032	-4 252	31/12/2014*
APIS-GENE	20 %	16	3 470 843	688 659	451 858	31/12/14
SARL ACTA INFORMATIQUE	14 %	35 686	509 754	69 836	5 896	31/12/2014*
SCI MRA	21 %	3 174	5 876	1 243	-21 544	31/12/14 *
GIE LABOGENA	10 %		1 076 902	103 598	678 537	31/12/13

* comptes provisoires

Tableau n° 10

REPARTITION DU PERSONNEL				
Personnel (CDD et CDI) présent au 31/12/2014	RESPONSABLES PROJET (CATEGORIE IV)	ASSISTANTS (CATEGORIE III)	EMPLOYES (CATEGORIE I & II)	TOTAUX
FEMMES	99	37	6	142
HOMMES	104	19	1	124
TOTAUX	203	56	7	266

Rémunération et avantages en natures des 3 plus Hauts Cadres de l'Institut sur l'année 2014 : 0 €

ENGAGEMENT HORS BILAN

Un nantissement des SICAV BNP pour un montant de 377 275 € en garantie d'une caution bancaire donnée par la BNP sur l'opération Egypte
 Un nantissement des SICAV Crédit du Nord pour un montant de 22 527 € en garantie d'une caution bancaire donnée par le Crédit du Nord sur l'opération Italie Phase2,

DIVERS

Honoraires de CAC:

- Mission légale

29 277,40 €

- Diligences directement liées

4 531,56 €



Stéphane SINTES
Commissaire aux Comptes

21 rue de la Paix
75002 PARIS
Tél. 01 43 12 98 70
Fax 01 43 12 98 78
www.groupe-cogep.fr
ssintes@groupe-cogep.fr

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 AVRIL 2015

Exercice clos le 31 décembre 2014

**INSTITUT DE L'ELEVAGE
149 Rue de Bercy
75595 PARIS CEDEX 12**

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Institut, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Paris, le 7 avril 2015

Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT

Stéphane SINTES

Associé

